

Communiqué de presse
Jeudi 17 janvier 2013

Le nouveau président souhaite la durabilité dans tous les domaines

Conférence de presse annuelle : la durabilité et l'agenda de politique économique 2013

La durabilité sera le thème prioritaire de la première année de mandat de Rudolf Wehrli. C'est ce qu'a annoncé le nouveau président d'economiesuisse lors de la conférence de presse annuelle de l'organisation faîtière à Zurich. La durabilité ne se réduit pas à la dimension écologique, a précisé M. Wehrli, car les questions économiques et sociales sont tout aussi importantes. M. Wehrli a passé en revue les principaux thèmes de l'année 2013 sur la base de ces trois dimensions. « Des finances publiques équilibrées sont le fondement d'un développement durable. » La Suisse se porte bien, grâce au frein à l'endettement. Au vu des problèmes rencontrés dans les assurances sociales, une hausse de l'endettement est cependant prévisible. Aussi faut-il étendre le frein à l'endettement aux assurances sociales afin d'éviter l'endettement incontrôlé qui se dessine.

Pour le volet social, Rudolf Wehrli a soutenu le renforcement du système dual de formation professionnelle. « Cela garantit des perspectives professionnelles à de larges couches de la population, avec une grande perméabilité verticale. » M. Wehrli a souligné encore que si la Suisse, en tant que pays à hauts salaires, souhaite rester à la pointe à l'avenir, elle a besoin de main-d'œuvre hautement qualifiée à tous les niveaux – en particulier dans les domaines MINT. Cependant, il est aussi du devoir de l'économie d'aider les personnes qui rencontrent des difficultés à trouver leur place dans ce système. C'est pourquoi economiesuisse, en accord avec l'Union patronale suisse, soutient des initiatives en faveur de jeunes sans formation, de chômeurs de longue durée et de travailleurs âgés.

L'initiative Minder menace des emplois

Dans son intervention, M. Wehrli a également évoqué le débat entourant l'initiative Minder. Si les motivations des initiants sont compréhensibles, le projet va bien au-delà de l'objectif. « L'initiative affaiblit l'économie suisse, crée l'insécurité juridique, restreint la liberté d'entreprise, compromet l'interaction entre petites et grandes entreprises en Suisse et met en péril des emplois. » Le contre-projet indirect est plus efficace et agit plus vite que l'initiative « contre les rémunérations abusives ».

Dans le domaine de la durabilité écologique, les thèmes prioritaires sont principalement la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, mais aussi le financement des transports. L'économie suit avec inquiétude les travaux relatifs à la stratégie énergétique 2050. « Le projet du Conseil fédéral menace la compétitivité de la Suisse », a mis en garde M. Wehrli. La stratégie énergétique met l'accent dans une mesure excessive sur le dirigisme étatique, au lieu de renforcer le marché. « Nous devons renforcer l'ancrage international, ouvrir davantage le marché et développer le réseau à marche forcée. » Dans le domaine des transports, les usagers font face à de nombreuses incitations financières pernicieuses. « La mobilité est trop bon marché en général, raison pour laquelle le trafic augmente constamment », a déclaré Rudolf Wehrli.

Les conséquences sont une surcharge de trafic sur les réseaux routier et ferroviaire, la dispersion et la dilapidation des ressources. economiesuisse peaufinera donc son concept en vue d'une tarification de la mobilité tenant compte de tous les modes de transport et dans lequel l'utilisateur – du rail et de la route – assume la totalité des coûts. En guise de mesure intermédiaire, il conviendra de fixer des prix respectant davantage le principe de causalité dans les transports publics et de recourir plus systématiquement aux modèles de partenariat public-privé pour des projets concernant le réseau routier et d'autres projets d'infrastructure.

Une année chargée du point de vue de la politique économique

Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse, a ensuite passé en revue les principaux éléments de l'agenda économique 2013. Après l'initiative Minder, une autre attaque sera lancée contre le modèle auquel la Suisse doit son succès avec l'initiative « 1:12 ». « economiesuisse s'engagera en faveur d'un régime économique libéral et combattra fermement l'initiative des Jeunes socialistes », a déclaré Pascal Gentinetta. La troisième réforme de l'imposition des entreprises dans le contexte du différend fiscal avec l'UE, la consolidation des accords bilatéraux et la mobilisation de l'économie pour combattre les initiatives nuisibles contre l'immigration constituent d'autres points forts.

Pour toute question :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch